

JUIN 2016
n°251

SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

Bénéficier d'un taux de rendement de plus de 6% assorti d'une garantie de l'Union Européenne

Page 3 :

Exonération des plus-values en cas de cession des sicav monétaires

Page 4 :

Panorama des marchés financiers et chiffres clés

RENDEMENT DE PLUS DE 6% ASSORTI D'UNE GARANTIE DE L'UNION EUROPEENNE

Les rendements de l'épargne ne cessent de s'effriter un peu plus chaque année et il s'agit là d'une situation préoccupante pour les épargnants. **Dans cette conjoncture particulière, comment faire pour tirer son épingle du jeu ?** Durant de nombreuses années, cette question n'avait pas lieu d'exister puisque le fonds en euro des contrats d'assurance vie alliait performance et sécurité. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui puisque ce véhicule ne permettra guère de dégager une rémunération supérieure à 2 % l'an dans les années à venir. Celui qui souhaite obtenir une rémunération supérieure peut toujours se tourner vers les marchés boursiers. Toutefois, la volatilité excessive des indices boursiers rebute la plupart des épargnants sans compter qu'ils peuvent essuyer des pertes en capital en cas de mauvais timing.

Il est pourtant possible d'obtenir des rendements supérieurs à 6 % l'an en se tournant vers les obligations d'entreprises privées à la condition d'accepter d'immobiliser ses capitaux sur une durée de 6 ans. Le plus remarquable est que ce rendement particulièrement élevé s'obtient sans volatilité et sans prise de risque importante.

Les règles prudentielles imposées aux banques (accords de Bâle III) ont pour conséquence de limiter le volume de financement octroyé aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) et aux petites et moyennes entreprises (PME). Or, quelle que soit leur taille, les entreprises ont besoin de lever des capitaux dans le but de financer leur croissance organique ou externe. Pour ce faire, elles peuvent ouvrir leur capital mais, dans la plupart des cas, cette possibilité n'est pas retenue par les dirigeants car ils souhaitent garder leur indépendance financière. De manière mécanique, l'arrivée de nouveaux actionnaires a un effet dilutif pour le dirigeant en place puisque sa part dans le capital diminue nécessairement. En règle générale, la montée au capital concerne davantage le financement des start-up que celui des entreprises déjà bien installées. Pour l'investisseur, l'entrée au capital demeure une opération très aléatoire car, soit il risque de tout perdre en cas de disparition de l'entreprise, soit il va réaliser une opération très lucrative si l'entreprise se développe bien.

Si les dirigeants souhaitent conserver la maîtrise capitalistique au sein de leur entreprise, ils vont alors préférer se tourner vers l'emprunt obligataire. Rappelons à l'attention des non-initiés qu'une obligation est un emprunt contracté par une société et, comme tout emprunt, la durée et le taux d'intérêt sont fixés à l'émission. En conséquence, l'entreprise qui a émis une obligation est tenue de payer, chaque année, les intérêts prévus et de rembourser, au terme, la somme empruntée. Ce faisant, l'épargnant qui **conserve l'obligation jusqu'à son terme connaît dès le départ la rentabilité de son investissement** à la seule et unique condition que l'émetteur soit en mesure de rembourser l'emprunt contracté. Il est évident qu'en cas de faillite de l'entreprise, l'obligation ne sera pas remboursée en totalité.

Le marché de la dette émise par les entreprises privées n'est pas organisé en tant que tel et se trouve donc être réservé aux investisseurs institutionnels. Autrement dit, ce marché n'est malheureusement pas accessible aux particuliers. Dès lors, ces derniers n'ont donc pas d'autres possibilités que de se rabattre sur la gestion collective via une sicav spécialisée. Or, le principal écueil de la gestion collective en matière obligataire est l'absence d'échéance puisque les fonds ont une durée de vie illimitée. Autrement dit, l'investisseur ne peut donc ni connaître le rendement attendu du fonds, ni bénéficier de la garantie en capital puisque la récupération des capitaux n'intervient pas lors du remboursement des obligations mais uniquement lorsque l'épargnant cèdera ses parts. **Afin de bénéficier des avantages de la détention des obligations en direct, il convient obligatoirement que le fonds soit daté.** Cela signifie non seulement que les souscriptions soient limitées dans le temps mais aussi que le fonds ait une **durée de vie limitée correspondant à la date de remboursement des obligations.** Les fonds datés concernent principalement la dette privée émanant des grosses entreprises. Or, à ce jour, ce marché ne présente guère d'attraits puisque les rendements offerts sont relativement faibles.

Afin de profiter des opportunités du marché obligataire des entreprises privées de taille intermédiaire, il convient alors de se tourner vers les FCPR. Le FCPR est un véhicule d'investissement collectif spécialement conçu pour permettre l'investissement dans des sociétés non cotées. Par nature, le FCPR doit être composé d'au moins 50 % en titres d'entreprises non cotées ou en titres ouvrant droit au capital, c'est-à-dire en **obligations convertibles**. La notion de conversion permet à l'investisseur d'échanger son obligation contre des actions de l'entreprise et, ainsi, de pouvoir entrer au capital le cas échéant.

La **diversification des investissements** via un fonds est primordiale. En effet, plutôt que d'être exposé au risque de défaut d'une seule entreprise, **le risque s'en trouve être fortement réduit en raison de la mutualisation des émetteurs.** Il faudrait donc un nombre important de défauts pour que le rendement servi baisse significativement.

Certains FCPR sont assortis d'une garantie de capital délivrée par un organisme d'Etat tel que Bpifrance ou par un organisme supranational tel que le Fonds Européen d'Investissement (FEI). Dans les faits, une telle garantie permet de s'affranchir des risques de défaillance des entreprises puisque les éventuelles pertes sont alors compensées par l'établissement garant. **Dès lors que la défaillance est contre-garantie par l'état français ou l'Union Européenne, le risque pour l'investisseur disparaît ! Dans ce domaine, nous avons sélectionné le FCPR ENTREPRENEURS & RENDEMENT géré par ENTREPRENEUR VENTURE. Ce fonds a pour particularité d'offrir un couple rendement/risque exceptionnel.**

Le rendement est fixé à plus de 6 % l'an, ce qui est particulièrement attractif au regard de l'environnement actuel. Ce taux élevé s'explique par le fait que les obligations convertibles sont assorties d'une prime de non-conversion ce qui a pour conséquence de **majorer d'un tiers le rendement global de l'opération.** Cette prime de non-conversion est la contrepartie monétaire de l'engagement des investisseurs de ne pas entrer au capital des sociétés. Rappelons également que les entreprises acceptent d'offrir des rentabilités élevées sous forme d'obligations convertibles car celles-ci sont assimilées à des quasi-fonds propres. Autrement dit, les entreprises améliorent leur structure financière et peuvent alors recourir plus abondamment et dans de meilleures conditions à l'emprunt bancaire. Dans les faits, l'emprunt obligataire se substitue à l'apport et **intervient donc en complément de l'emprunt bancaire qui demeure majoritaire.**

La gestion du risque est omniprésente puisque les investissements opérés par le FCPR ENTREPRENEURS & RENDEMENT sont **réalisés conjointement avec une banque de sorte que chaque dossier bénéficie d'une double analyse.** La société de gestion ENTREPRENEUR VENTURE sollicite également pour chaque dossier l'analyse d'ELLISPHERE (ex Coface Services). Si la notation donnée par ce spécialiste crédit n'atteint pas la moyenne, le dossier est alors rejeté. En complément de l'émission des obligations, et afin de sécuriser encore davantage les dossiers sélectionnés, ENTREPRENEUR VENTURE prend des **garanties sur des actifs tangibles et liquides** (murs, fonds de commerce, droits d'exploitation). Enfin, **la mise en place d'une garantie de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) via le Fonds Européen d'Investissement (FEI)** se révèle être un élément déterminant dans la gestion du risque. En cas de défaillance d'une entreprise sélectionnée au sein du FCPR, la garantie du FEI va s'activer et assurer le remboursement d'au moins 50 % du capital prêté. Notons que cette **garantie est consentie individuellement sur chaque ligne du portefeuille sans remise en cause et sans déduction des coupons déjà versés.** Autrement dit, la garantie va jouer en cas de défaillance d'une entreprise même si les autres entreprises en portefeuille ne connaissent aucune difficulté. **Ce mécanisme du FEI est extrêmement protecteur puisque, dans le cas où un tiers des entreprises en portefeuille seraient défaillantes, le rendement annuel moyen servi à l'épargnant atteindrait encore 5 %.** Dans le cas où la moitié des entreprises seraient défaillantes, le rendement ressortirait à **2,50 % l'an en moyenne** soit l'équivalent de la performance actuelle du fonds euro servie par l'assurance vie. Pour mémoire, ces hypothèses extrêmes en terme de défaillance sont à mettre en parallèle avec le **taux réel de défaillance des ETI et PME qui est proche de 1 %.**

Ce FCPR offre également une fiscalité très favorable puisque **les revenus et les plus-values sont totalement exonérés d'impôt.** Seuls les prélèvements sociaux (15,50 %) restent dus. En contrepartie de cet avantage fiscal, les parts du FCPR doivent être conservées jusqu'à leur remboursement fixé au **30 juin 2022.** Bien évidemment, **en cas d'accidents de la vie tels que l'invalidité ou le décès, ce délai n'est pas applicable et les capitaux deviennent immédiatement disponibles.** Sur le plan pratique, il convient de signaler que :

- Les souscriptions sont ouvertes jusqu'au 31 décembre 2016. **Les souscriptions opérées d'ici le 30 septembre donneront droit à un bonus de 1 %** calculé au prorata temporis entre la date de souscription et le 31 décembre 2016.
- Les souscriptions sont très accessibles puisque **le montant minimum se monte à 1 000 €.**

- **Le FCPR est éligible à la quasi-totalité des véhicules d'investissement** (PEA-PME, comptes-titres et assurance vie). Seules les souscriptions au travers du PEA sont interdites. Les personnes morales soumises à l'IS ou à l'IR sont habilitées à souscrire.

En conclusion, **en investissant différemment, il est possible d'obtenir des rendements très attrayants et totalement décorrélés des marchés boursiers**. Ainsi, le fonds ENTREPRENEURS & RENDEMENT, grâce à sa garantie délivrée par le FEI, offre un **rapport rendement/risque tout à fait exceptionnel** pour celui qui accepte de bloquer ses capitaux sur une durée de 6 ans. N'hésitez pas à nous consulter pour plus d'informations.

EXONERATION DES PLUS-VALUES EN CAS DE CESSION DES SICAV MONÉTAIRES

Si, actuellement, le rendement des sicav monétaires est proche de 0 %, il n'en a pas toujours été ainsi. Sur les 20 dernières années, elles ont généré une performance de l'ordre de 60 %. En conséquence, en cas de cession, **la plus-value à acquitter par les porteurs de longue date peut devenir dissuasive**. En effet, dans la mesure où aucun abattement pour durée de détention n'est applicable, la fiscalité va atteindre près de 65 % pour les contribuables les plus fortement imposés.

Dans le but d'inciter les épargnants à se débarrasser de cette épargne dormante qui totalise près de 8 milliards d'euros, le législateur a décidé d'exonérer d'impôt la plus-value dégagée lors des cessions de sicav monétaires. En clair, **à compter du 1^{er} avril 2016 et jusqu'au 31 mars 2017, les détenteurs de sicav monétaires ont la faculté de céder leurs sicav monétaires en franchise de plus-values**. Il est à noter que les prélèvements sociaux fixés à 15,50 % restent néanmoins dus.

Pour bénéficier de cette mesure, rien de plus simple puisqu'il suffit de :

- **Réinvestir le produit de la vente dans un PEA-PME dans le délai maximum d'un mois après la cession des sicav monétaires.**
- **Maintenir les capitaux au sein du PEA-PME pendant une durée de 5 ans.**
- **Opter pour le report d'imposition et en faire mention chaque année dans sa déclaration de revenus.**

Le non-respect de l'une de ces conditions entraîne l'exigibilité immédiate de l'impôt sur les plus-values. Toutefois, en cas d'accidents de la vie tels que le licenciement, l'invalidité ou le décès du contribuable ou de son conjoint, le délai de conservation de 5 ans n'est pas applicable.

Par conséquent, **la vente offre la possibilité de réorienter ses capitaux vers une classe d'actifs plus rémunératrice mais malheureusement plus risquée**. En effet, le PEA-PME est une enveloppe fiscale spécialement conçue pour détenir des titres de petites et moyennes entreprises (PME) et d'entreprises de taille intermédiaire (ETI). Or, ce type d'investissement se trouve être totalement à l'opposé des sicav monétaires, support sans risque par nature destiné à rémunérer l'épargne à court et moyen terme. Rappelons que, sur le plan fiscal, le PEA-PME, dont le plafond de versement est fixé à 75 000 €, permet de bénéficier, au terme de 5 ans de détention, de l'exonération des dividendes et des plus-values. Il est à souligner qu'un même contribuable peut détenir un PEA et un PEA-PME.

Si vous possédez des sicav monétaires en forte plus-values, devez-vous pour autant franchir le pas ? Autrement dit, la contrainte de l'investissement en PME ne risque-t-il pas de vous faire perdre le gain lié à l'exonération des plus-values sur la cession des sicav monétaires ? **Etant donné qu'il existe des solutions pour se prémunir du risque, le jeu en vaut la chandelle.**

La première solution est fort simple puisqu'il suffit de laisser **le produit de la cession des sicav monétaires sur le compte espèces du PEA-PME pendant 5 ans**. Ce faisant, la somme restera intacte car non soumise aux aléas de l'investissement en PME. Certes, elle n'aura rien rapporté mais vous n'aurez rien perdu !

Une autre solution consiste à investir les capitaux en compte sur le PEA PME sur des **supports en obligations convertibles, comme le FCPR ENTREPRENEURS & RENDEMENT qui est assorti d'une protection du capital en cas de défaillance des entreprises**.

Si vous acceptez la notion du risque lié à l'investissement en PME et ETI, il faut bien évidemment ne pas hésiter. Reste alors à opter pour un véhicule performant. Dans ce domaine, notre choix se porte plus particulièrement sur **QUADRIGE et QUADRIGE RENDEMENT**, deux fonds d'INOCAP, société de gestion spécialisée dans l'univers des PME et ETI. Régulièrement classés en tête des palmarès, ces deux fonds affichent des performances significatives : + 80 % pour QUADRIGE depuis son lancement en juillet 2013 et + 62 % pour QUADRIGE RENDEMENT depuis son lancement en décembre 2013.

En résumé, **si vous détenez encore en portefeuille des sicav monétaires, profitez de cette opportunité**. Vous pourrez ainsi vous débarrasser de vos sicav dans d'excellentes conditions fiscales sachant qu'elles n'offrent guère de perspectives de rendement dans les années à venir. Si vous recherchez une solution qui offre un couple rendement/risque exceptionnel, nous vous invitons à vous tourner vers le FCPR ENTREPRENEURS & RENDEMENT. Si vous acceptez une prise de risque plus conséquente, les fonds QUADRIGE et QUADRIGE RENDEMENT ne devraient pas vous décevoir. N'hésitez pas à nous consulter pour plus d'informations.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 mai 2016

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 505,62	1,73%	-2,83%	14,11%	12,45%
PARIS (CAC Mid&Small)	11 009,12	1,68%	-0,40%	45,87%	41,13%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 500,96	1,47%	-2,67%	17,86%	18,32%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 063,48	1,16%	-6,83%	10,61%	7,04%
NEW YORK (Dow Jones)	17 787,13	0,08%	2,08%	17,67%	41,51%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 948,05	3,62%	-1,19%	43,18%	74,52%
FRANCFORT (Dax Xetra)	10 262,74	2,23%	-4,47%	22,92%	40,71%
LONDRES (FTSE 100)	6 230,79	-0,18%	-0,18%	-5,35%	4,02%
TOKYO (Nikkei 225)	17 234,98	3,41%	-9,45%	25,12%	77,80%
MONDE (Msci World) en Euros	155,37	2,69%	-1,64%	27,64%	49,42%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,35%	-0,43%	-0,20%	0,45%	1,12%
ETATS-UNIS	0,40%	0,98%	1,44%	1,86%	2,25%
ROYAUME-UNI	0,51%	0,56%	0,98%	1,61%	2,17%
JAPON	-0,05%	-0,25%	-0,25%	-0,13%	0,27%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	35 350 €	-2,32%	12,69%	2,17%	2,85%
NAPOLEON	205,00 €	-1,39%	11,29%	-2,33%	1,43%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1133	-2,68%	1,86%	-14,40%	-24,95%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7674	-1,89%	4,07%	-10,11%	-12,00%
EURO / 100 YENS	¥ 123,37	0,85%	-6,29%	-5,45%	5,24%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1065	0,76%	2,25%	-10,81%	-9,86%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 mai 2016

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 193,63 milliards d'euros au 1er trimestre 2016
DEFICIT PUBLIC 2015	77,4 milliards d'euros soit 3,5 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2015	2 096,90 milliards d'euros soit 95,7 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,60 % au 1er trimestre 2016
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,90 % en mars 2016
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 0,20 % en avril 2016
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 218 euros par mois à compter du 01/01/2016
SMIC	9,67 euros à compter du 01/01/2016
INDICE DES PRIX	- 0,20 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	- 0,58 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	0,06 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,20 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement
Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB
Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)